

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

SS
tssstee

Direction départementale de la
protection des populations

=====

Service protection de l'environnement

=====

Affaire suivie par : F. CHAVET
Tél. 04.76.60.32.81.

ARRETE N°2010-04079
LE PREFET DE L'ISERE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le livre V
- VU le code minier
- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive
- VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 pris pour l'application du Code de l'Environnement
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001
- VU l'arrêté interministériel du 01 février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières
- VU l'arrêté préfectoral n° 91-2223 du 15 mai 1991 autorisant la société CARRIERES DE COURTENAY à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de COURTENAY.
- VU l'arrêté préfectoral n° 2008-06202 du 16 juillet 2008 autorisant le changement d'exploitant au nom de BMRA POINT P. (Bois Matériaux Rhône Alpes)
- VU la demande de la société BMRA (Bois Matériaux Rhône Alpes) en date du 20 juin 2009.
- VU les avis et observations exprimés au cours de l'instruction

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 25 février 2010.

CONSIDÉRANT les capacités techniques et financières de la Société BMRA/POINT P

CONSIDÉRANT que les conditions de l'autorisation accordée au pétitionnaire, les prescriptions particulières qui lui sont imposées, notamment celles relatives à la réduction des différentes nuisances, aux conditions d'exploitation et de remise en état sont de nature à permettre la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, identifiés, prévenus et maîtrisés,

CONSIDÉRANT l'accord, à l'unanimité, des membres de la Commission de la Nature, du Paysage et des Sites – Sous Commission Carrières – en sa séance du 23 avril 2010

CONSIDÉRANT qu'un projet de l'arrêté d'autorisation a été adressé au pétitionnaire le 26 avril 2010 afin de recueillir son avis,

CONSIDÉRANT l'absence d'observations formulées par la Société BMRA POINT P et de ce fait son accord tacite concernant le projet qui lui a été soumis pour avis,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère

A R R E T E

TITRE I – DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION

Article 1 : Remise en état

L'article 7.2 de l'arrêté préfectoral du 15/05/1991 est modifié comme suit :

Ce réaménagement sera effectué conformément au plan de réaménagement final annexé à la demande du 20/06/2009.

Article 2 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE.

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
- pour les tiers, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication de l'arrêté préfectoral,

Article 3 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture de l'Isère (Direction départementale de la protection des populations – Service protection de l'environnement) le texte des prescriptions, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché de façon visible et en permanence dans l'établissement concerné, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés.

Article 4 : Exécution

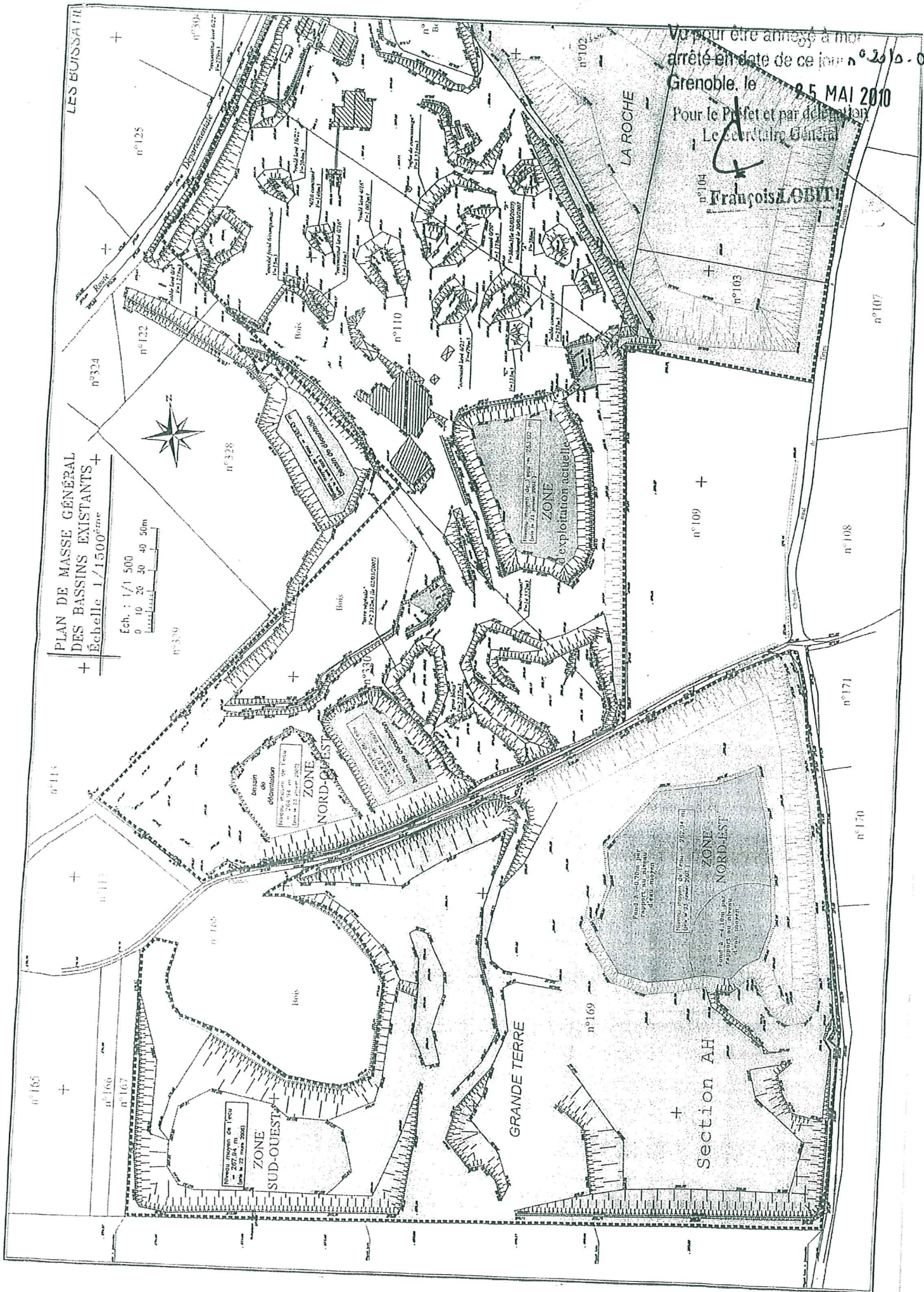
- Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Isère
- Monsieur le Sous Préfet de LA TOUR DU PIN
- Monsieur le Maire de COURTENAY
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement RHONE ALPES
- Monsieur le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles
- Monsieur le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Grenoble le, 25 MAI 2010
P/le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Le Secrétaire Général

François LOBIT



PLAN DE MASSE GÉNÉRAL
DES BASSINS EXISTANTS
+
Echelle 1/1500^{ème}

Ech. : 1/1 500
0 10 20 30 40 50m



Vo pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour n° 2010-04
Grenoble, le 25 MAI 2010
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
François LOBIT

Vu pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour
Grenoble, le 25 MAI 2

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
François LOBIT

